
Liban: des élections législatives "régionalisées"

Carole Dagher

Curieuse année 1992 que celle qui s'achève au Liban. Marquée du sceau de l'impuissance politique et de la dégradation économique et sociale, elle s'achève sur des perspectives mobiles, intéressantes pour les uns, peu encourageantes pour les autres, en tout cas, imprévisibles, de celles qui font dire à une partie de la population : "Il n'y a plus rien à faire", et à une autre partie : "Tout est possible et à refaire".

Ainsi, après s'être enfoncé dans la spirale inflationniste, avec son cortège de grèves et de grogne qui a emporté dans son tourbillon le cabinet Karamé au printemps dernier, le Liban voit poindre à l'horizon la promesse d'une participation de la Banque Mondiale, de l'ordre de 150 millions de dollars, au programme de réhabilitation économique prévu (lequel se chiffre à 1,5 milliard de dollars sur trois ans) et d'une relance de l'économie avec l'avènement d'un gouvernement présidé par le richest homme d'affaires libano-saoudien, Rafic Hariri.

Mais l'événement majeur de cette fin d'année 1992 aura été, sans conteste, le premier scrutin législatif organisé au Liban depuis vingt ans, qui a vu notamment la percée des intégristes du Hezbollah au sein de la nouvelle assemblée (six membres déclarés et huit proches alliés) et l'éviction du noyau dur de la représentation chrétienne, particulièrement maronite, dont les principaux partis se sont retrouvés dans l'opposition hors Parlement. Ces élections, qui ont entraîné une recomposition du paysage politique libanais (sur 128 élus, plus de 100 sont des nouveaux venus) ont été un baromètre révélateur de la santé politique et démocratique du pays. Le bilan n'est guère encourageant.

1) Le scrutin législatif a révélé le vide politique, l'absence réelle de choix et un désabusement certain vis-à-vis de l'Etat, chez les jeunes libanais, toutes tendances confondues.

Un sondage effectué par le quotidien libanais "As-Safir", auprès d'un échantillon de près de 1 500 personnes, entre 15 et 35 ans, de toutes les communautés religieuses du pays, dans 21 cazas (circonscriptions électorales), souligne combien les générations montantes restent prisonnières de leurs leaderships communautaires et ne disent pas ce qu'elles pensent, encore moins traduisent leurs pensées dans les actes. La guerre a accentué les clivages confessionnels, obscurci davantage la connaissance de la pratique démocratique, comme le sens démocratique lui-même, et renforcé la "assabiya" (l'esprit de corps, de clan) confessionnelle. Cette attitude transparait dans les détails du comportement politique; si les jeunes ignorent, en effet, toute la procédure liée aux conditions de vote et de candidature, aux modalités du scrutin, au dépouillement des voix, au fonctionnement de l'Assemblée (nombre de députés, durée de mandat, etc..), en revanche ils sont au courant des détails les plus infimes ayant un impact communautaire. Les jeunes électeurs de toutes les confessions se rejoignent cependant sur quelques points communs : 67% se prononcent contre l'ancienne classe politique, à caractère féodal, et contre les milices; 71% sont pour l'entrée de la femme au Parlement (trois femmes seulement font partie du nouveau Parlement), mais aussi, chez les chiites, pour l'entrée des hommes religieux dans l'Assemblée nationale.

2) Organisées à l'ombre des deux occupations, israélienne et syrienne, à la hâte et dans des conditions peu propices à l'émergence d'une Assemblée authentiquement représentative, les "élections 1992" au Liban ont déchiré la communauté maronite (à laquelle appartient traditionnellement le Président de la République), fortement opposée à un scrutin aussi aléatoire, dans son organisation comme dans ses résultats, mais divisée entre partisans de l'"opposition du dehors" et ceux de l'"opposition du dedans".

A l'appel du patriarche maronite, Monseigneur Nasrallah Sfeir, fer de lance de cette opposition, et sous la direction des quatre principaux partis et mouvements chrétiens (courant Aoun, "Forces Libanaises" de Samir Geagea, Bloc National de Raymond Eddé et Parti National Libéral de feu Camille Chamoun et son fils Dany), les électeurs, maronites surtout, du Liban et de Beyrouth ont provoqué un boycott massif dans des proportions jamais atteintes au Liban (près de 80%), de sorte que les listes électorales dites "loyalistes", seules en lice, ont été élues d'office. C'est au Kesrouan surtout, fief sacré des maronites, que la bataille devait être âpre entre les tenants de "l'opposition de l'intérieur" (menés par le gendre du président Hraoui et ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Farès Boueiz) et les partis boycottteurs. Une bataille qui s'est soldée par la victoire haut la main de la liste Boueiz.

Quels que soient les arguments des uns et des autres (ceux qui soutiennent que, de toute façon, les opposants chrétiens n'auraient pas obtenu plus de 25 sièges au Parlement et ceux qui pensent que la

bataille aurait valu la peine d'être menée), une chose est certaine : une nouvelle représentation chrétienne a vu le jour, n'ayant aucun passé militaire ou partisan, jouissant d'une respectabilité certaine à défaut d'une représentativité "de terrain", modérée, réunissant des députés qui appartiennent à des listes électorales diverses, donc ne partageant pas un programme politique commun. Ce sont ces députés-là qui auront à subir les assauts des tendances (islamique, pro-syrienne ou réformatrice) autrement plus agressives, lesquelles, pour appliquer leurs programmes respectifs, profiteront de l'absence des partis chrétiens dits "purs et durs". Absence qui fait, bien naturellement, l'affaire des Syriens. Que ces derniers aient délibérément précipité l'organisation du scrutin législatif et orienté le jeu électoral de manière à diviser les chrétiens, trop rétifs et turbulents, et à affaiblir leur présence au sein de la nouvelle Assemblée, il ne fait pas l'ombre d'un doute. Ses opposants, en tout cas, s'accordent à reconnaître que, telles qu'elles ont été préparées, les élections étaient destinées à soit décourager d'avance les chrétiens et les pousser à s'abstenir, soit empêcher la victoire des listes qu'ils auraient formées s'ils avaient décidé de se porter sur le front électoral et de disputer la liste officielle.

Leurs détracteurs, par contre, reprochent aux opposants menés par le patriarche Sfeir, d'avoir, par leur abstention, facilité la percée islamique et provoqué la chute des musulmans de tendance modérée.

Vers un nouveau "Camp David" ?

Pour mieux comprendre l'enjeu du scrutin législatif de l'été 1992 au Liban, il faut le placer dans le contexte des pourparlers arabo-israéliens. Avec un Parlement libanais plus docile, la Syrie est maintenant en meilleure position pour envisager le redéploiement de ses troupes vers la Bekaa, comme le lui demande instamment l'Administration américaine. Celle-ci s'est déclarée "déçue" par les résultats des élections et les conditions de déroulement du scrutin, et a insisté sur la formation d'un gouvernement libanais plus représentatif (et donc regroupant les principaux mouvements chrétiens), afin de compenser le déséquilibre apparu au sein du nouveau Parlement. Voulant mieux signifier son regain d'intérêt pour le Liban, l'Administration Bush a levé l'embargo américain (qui durait depuis huit ans) sur l'aide militaire au Liban (fourniture de matériel militaire "non offensif" pour 10 millions de dollars et programme d'entraînement d'officiers libanais aux Etats-Unis).

Ces "petits gestes" n'empêchent pas, bien entendu, le suivisme libanais à l'égard de la Syrie dans les pourparlers de paix avec Israël. En intégrant les Hezbollah au système politique, Damas s'est, certes, plié

aux exigences de la paix à négocier, qui commandaient de désamorcer la bombe intégriste et d'impliquer les groupes les plus extrémistes, à tentation terroriste, dans la ratification future d'un accord de paix.

Mais les Syriens ont aussi joué leur intérêt; en offrant une compensation politique au Hezbollah, ils le contrôlent mieux, dans un Parlement présidé par Nabih Berri, leur homme-lige, chef du mouvement chiite pro-syrien "Amal" (on se souvient des violents combats qui ont opposé "Amal" au Hezbollah au Sud-Liban il y a deux ans). Par le biais de la nouvelle Assemblée, la Syrie va pouvoir, non seulement infléchir la politique intérieure libanaise et censurer l'action du gouvernement Hariri (lequel bénéficie de l'appui saoudien), mais aussi et surtout, maîtriser le cours des négociations libano-israéliennes dans le processus de paix. Le Liban sait déjà qu'il ne pourra liquider son contentieux avec Israël avant les autres parties arabes, en particulier la Syrie, et que le sort de sa paix avec Israël est étroitement lié aux pourparlers syro-israéliens.

Mais la crainte d'un nouveau Camp David, syro-israélien cette fois, s'est fait jour récemment. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, en a sonné l'alarme, annulant sa visite à Damas au lendemain de l'escale d'Amr Moussa, ministre égyptien des Affaires étrangères, à Jérusalem. C'est qu'un accord de paix bilatéral syro-israélien, excluant les Palestiniens et les Libanais, aurait pour résultat direct l'implantation des Palestiniens qui se trouvent hors des territoires occupés, dans les pays d'accueil. La presse libanaise a longuement répercuté cette inquiétude dans ses colonnes (le Liban héberge près de 350 000 réfugiés palestiniens pour une population de 3 millions d'habitants), ce qui devait pousser Hanane Ashraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, à préciser que "l'implantation des réfugiés palestiniens au Liban est totalement inacceptable" et qu'en tout état de cause, la question de l'implantation ne se pose pas actuellement et ne s'est pas posée durant aucun round des négociations, avec les autres pays arabes. L'avènement d'une Administration Clinton n'est pas de nature à apaiser les angoisses, bien au contraire, et laisse planer des doutes sur le sort du processus de paix, Clinton étant connu pour ses prises de position en faveur d'Israël. Ce qui encouragerait un durcissement de la position israélienne dans les pourparlers de paix, et, pour le Liban, le raffermissement de l'emprise syrienne et peut-être, le gel de tout redéploiement vers le Bekaa..

Carole Dagher est journaliste et auteur de *Les paris du Général*, Ed. FMA, Beyrouth 1992.